

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 janvier 2026

La cible des Américains et ses vassaux européens n'est pas le pétrole du Venezuela, mais son modèle social, parce qu'ils craignent que d'autres peuples s'en inspirent pour imposer leur souveraineté et avancer sur la voie du socialisme...

C'est pour laquelle j'avais indiqué dans une causerie, que c'était le socialisme leur véritable ennemi qu'incarne à sa manière la révolution bolivarienne.

Lu

Dans les rédactions de Rome, Madrid et Bruxelles, on a consolidé un récit toxique qui vise à présenter la Révolution Bolivarienne comme un projet en train d'être liquidé. Bolivar Infos

Après tout, ce ne sont que des Africains !

Crise de l'eau en Afrique : 40 % sans accès à l'eau potable, dénonce Diomaye Faye - RT 28 janv. 2026

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a qualifié de «*moralement inacceptable*» le fait que 40% des Africains n'aient pas accès à l'eau potable et plus de 70% à l'assainissement de base, lors de la réunion préparatoire de l'ONU sur l'eau.

Les générations des moins de 50 ans sont les plus à plaindre.

Près de 8 Français sur 10 consomment du fast-food en 2025, contre 7 sur 10 en 2021, avec une dynamique plus forte que la restauration traditionnelle. Ce secteur résiste mieux, illustrant une France pressée qui privilégie la rapidité et l'immédiateté au quotidien mais également un penchant toujours plus prononcé pour la « *malbouffe* ». RT 28 janv. 2026

J-C – La société formate les comportements des différentes générations qui n'en ont pas conscience. A entendre beaucoup de gens, ils n'ont le temps de rien faire : pas le temps de lire ou de s'instruire, de s'entretenir physiquement, on dit encore faire du sport, pas le temps de s'intéresser à la politique ou militer, pas le temps à consacrer à leurs enfants, à leur famille, alors cuisiner, et puis quoi encore, quelle corvée !

On se demande à quoi consacrent-ils leur temps libre, sachant qu'aucune génération avant eux n'en avait disposé autant, je crois qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans leur tête.

Il fut une époque, où beaucoup moins de femmes travaillaient ou avaient rejoint le marché aux esclaves. Elles consacraient une grande partie de leur temps au bien-être de leur famille sans forcément y être contrainte. Tout le monde y trouvait son compte sans que personne n'y trouve à redire, sauf au sein des classes moyennes où les femmes enviaient le mode de vie supérieur de la bourgeoisie, pour s'en rapprocher il leur fallait disposer de davantage de moyens, après tout elles étaient capables de rivaliser avec les hommes et de prétendre occuper les mêmes fonctions. Leur vœux fut largement exaucé, cette liberté de s'épanouir (quel vilain mot ici !) et de s'enrichir par le travail leur fut accordée, mais je ne crois pas que la classe ouvrière ait pu en dire autant, simple constat.

Ceci explique aussi le degré de dégénérescence et de décadence de la société de nos jours. Si le bien-être matériel semble atteint pour la majorité de la population, c'est bien le seul domaine où elle peut le revendiquer, car le mal-être est devenu omniprésent...

Big Pharma. Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore

Lu.

Les «valeurs normales» médicales ont été et continuent d'être manipulées :

1985 : glycémie à jeun supérieure à 140 mg/dL = diabète

En 2003 : abaissée à 126 mg/dL

Soudainement, 2 millions de diabétiques supplémentaires

1985 : tension artérielle supérieure à 160/100 = hypertension

2017 : abaissée à 130/80

Soudainement, 30 millions de «patients» supplémentaires

1985 : cholestérol supérieur à 280 = préoccupant

2004 : abaissé à 200

Soudainement, tout le monde a besoin de statines

Ils ne découvrent pas de maladies. Ils créent des patients en déplaçant les critères.

Ils abaissent le seuil, élargissent le marché et vendent plus de médicaments.

J-C – Ils ont procédé de même avec la vitesse sur les routes, l'alcotest, etc. Et avec toutes nos libertés !

Désinformation. Complotisme. Alerte mondiale : Deux cas !

Deux cas de mpox détectés à Mayotte - RT 29 janv. 2026

Faut-il s'inquiéter du virus mortel Nipah, qui n'a pas de vaccin et qui est de retour en Inde ? - 20 Minutes avec AFP 28 janv. 2026

Deux cas de contamination ont été diagnostiqués dans l'Etat du Bengale occidental.

J-C – Mais rassurez-vous :

AFP - Aucun détail n'a été donné sur l'état de santé des deux personnes contaminées.

Où va se nicher leur mauvaise conscience ! Union nationale : Ils ne loupent pas une occasion !

France Info - L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une proposition de loi précisant que le mariage "*ne crée aucune obligation*" sexuelle entre époux. Bientôt transmise au Sénat, elle vise à dépoussiérer le Code civil, à empêcher tout divorce fondé sur le "*devoir conjugal*" et à renforcer le consentement au sein des couples.

En matière de consentement, "*le mariage n'est pas une zone de non-droit*".

J-C - Qu'on se le dise dans un pays qui tend à interdire toute critique de la politique génocidaire du gouvernement sioniste nazi et à l'assimiler à l'antisémitisme. D'ailleurs, ce sont des crapules qui sont à l'origine de ce texte.

France Info - Cette proposition de loi a été déposée par le député Horizons Paul Christophe et sa collègue écologiste Marie-Charlotte Garin.

A travers cette réécriture, les auteurs du texte entendent affirmer trois principes : le mariage n'est pas "*une servitude sexuelle*", le consentement au mariage ne vaut pas "*consentement aux relations sexuelles futures*" et le refus d'un rapport "*ne constitue pas la violation d'un quelconque devoir entre époux*".

J-C – Si je comprends bien, il suffirait d'une loi pour que par miracle « *le consentement au sein des couples* » soit de rigueur, une lubie de mégalomanes, de fanatiques, de dictateurs, comme si le « *consentement* » où les pulsions se commandaient, quelle crasse ignorance !

Autrement dit, ce ne serait pas les relations qu'entretiennent les deux partenaires dans un couple, qui détermineraient leur envie sexuelle réciproque ou leur consentement mutuelle à des rapports sexuels, cela dépendrait d'un élément extérieur, en l'occurrence une loi, on croit rêver, sur quelle planète vivent ces gens-là ? Cela vaut pour toutes les lois qu'ils votent, voyez le racisme par exemple, malgré toutes leurs lois répressives ou liberticides, il n'a jamais cessé, il disparaîtra avec

le capitalisme, pareil pour l'homophobie, la misogynie, la xénophobie, etc. Vous pouvez ajouter l'alcoolisme et la drogue, les psychotropes, la pornographie et les sex-shops, toutes les addictions nuisibles, l'obésité, et j'en passe.

Le législateur veut tout enrégimenter, mais dans la vraie vie cela ne fonctionne pas. Au passage, on comprend mieux pourquoi tous ces parlementaires s'accommodent si bien de la dictature en place.

Dans un monde à l'avenir aussi instable et incertain, livré de plus en plus au chaos et à la terreur, dans une société aussi dégénérée, c'est "*le consentement au mariage*" tout court qui ne devrait plus exister, pour peu qu'il eut un jour le mérite d'exister, je parle du mariage, tout engagement durable vient heurter les intérêts immédiats qui commandent dorénavant le comportement de nos contemporains.

Tout le monde sait que l'attrait sexuel pour le partenaire dans un couple décroît rapidement avec le temps, une simple contrariété suffit à refouler cette pulsion, tandis que les marques d'attention et les témoignages d'affection se font de plus en plus rares, quand ils ne sont pas interprétés comme des marques de possessivité... Les rares exceptions confirment la règle. J'en parle par expérience.

Cela se passait au début des années 80, on était ensemble depuis deux ans. Ma première épouse est tombée enceinte, pendant toute la durée de sa grossesse nous avons eu d'intenses rapports sexuels jusqu'à la veille de son accouchement, plusieurs fois par jour, pendant des heures, un jour on a même fait le tour du cadran, à s'y méprendre, c'était l'amour fou du surréaliste André Breton, la fusion totale de deux êtres, on nageait dans le bonheur, tout du moins c'est ce que je croyais, sauf que cela n'allait pas durer. Le lendemain de son accouchement elle m'a rejeté, on n'a pratiquement plus jamais eu de rapports sexuels. Pendant des années jusqu'au divorce, je n'ai eu aucun rapport sexuel avec une femme. Je n'ai jamais compris ce qui s'était passé, cela m'a obsédé pendant presque les quarante années suivantes, car c'est seulement récemment que j'ai trouvé une explication plausible : pendant toute la durée de sa grossesse, elle a reproduit l'acte sexuel reproductif, et dès la naissance il n'avait plus aucune raison d'être, et moi d'exister en tant qu'époux, conjoint, partenaire sexuel et père, je devais disparaître. Je n'ai pas pu éviter le dénouement pénible de cette histoire, et je ne crois pas qu'une loi y aurait changé quoi que ce soit. Cette femme, qui est devenue aussi vieille que moi, va finir ces vieux jours dans la solitude, je la plains.

Tout mariage qui n'inclut pas la satisfaction sexuelle des deux partenaires est voué à la dislocation ou à la déchéance à brève échéance, nul n'est censé l'ignorer, et sachant que les besoins sexuels des hommes et des femmes évoluent inconsciemment au fil du temps et de leurs expériences, tout porte à en faire une source de conflit majeur qui tend à faire du mariage une contrainte insupportable.

Les hommes et les femmes sont guidés par des intérêts égoïstes inconscients, des rapports de domination qui la plupart du temps vont leur pourrir la vie.

Mais l'exercice auquel se sont livrés les parlementaires était d'une toute autre nature en réalité, car ils se foutent complètement du bien-être des hommes et des femmes en général. Il était de nature politique, car en s'affichant unis, ils ont envoyé un message au peuple qu'ils méprisent tant : quelle chance vous avez de vivre en démocratie, car il n'y a que dans une démocratie qu'une telle unanimité est possible, n'écoutez pas ceux qui caractérisent le régime de la Ve République de dictature...

Voilà à quelle escroquerie politique devait servir cette lamentable opération de communication médiatique.

En complément.

L'Assemblée nationale vote un texte pour protéger les enfants victimes d'inceste ou de violences - BFMTV/AFP 30 janvier 2026

J-C - Ils ont oublié de préciser qu'ils protègent aussi les réseaux pédophiles dans lesquels des personnalités sont impliquées, ce qui est largement documenté, et pas seulement en France.

A Gaza, ils ont cautionné leur massacre, ailleurs en Afrique ils les laissent crever de faim...

C'est leur système économique basé sur l'exploitation et l'oppression qui est à l'origine de toutes les violences à notre époque. C'est contre l'alternative socialiste qu'ils ont voté en chœur, normal. Mais qui peut en avoir conscience ou l'admettre, étant donné que le socialisme est décrié au profit du capitalisme responsable de toutes les guerres.

De qui se moque-t-on ? Foutaise. A bas l'ONU, l'OTAN, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, la BRI !

Lu.

Il est vrai que l'ONU est devenue, depuis longtemps déjà, une coquille vide. Elle n'agit plus d'une manière décisive sur le cours des événements géopolitiques qui secouent, régulièrement, notre planète. Mais, si elle ne fait pas le travail pour lequel elle a été créée au lendemain de la seconde guerre mondiale, si elle n'arrive pas à régler un certain nombre de conflits qui apparaissent ici et là

"Depuis longtemps " ... depuis le premier jour en fait.

"Elle n'ait plus d'une manière décisive" ... mais elle ne l'a jamais fait en réalité.

"Si elle ne fait pas le travail" ... au contraire, elle l'a toujours bien fait, la preuve les Etats-Unis et Israël sont tout puissants et agissent en toute impunité !

"Si elle n'arrive pas à régler" ... elle n'a jamais réglé quoi que ce soit que ce qui satisfaisait les intérêts des Américains et des sionistes.

"Elle mérite d'être réformée, elle mérite d'être rénovée, elle mérite plus qu'un toilettage" ... non, elle mérite juste de disparaître avec le capitalisme !

Les relations se crispent dans l'UE.

Tachycardie politique de l'UE : Kaja Kallas qualifierait Ursula von der Leyen de «dictatrice» - RT 26 janv. 2026

Vucic affirme qu'un dirigeant européen lui a proposé de fermer Sputnik et RT en échange d'un soutien à l'adhésion à l'UE - RT 26 janv. 2026

Le président serbe a déclaré dans une interview qu'un dirigeant européen lui avait demandé de fermer les bureaux de Sputnik et RT en Serbie, en échange d'un appui à l'ouverture d'un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion à l'Union européenne. Vucic a refusé de nommer son interlocuteur et a décliné la proposition avec ironie.

Interdiction du gaz russe : la Hongrie attaque l'UE en justice - RT 26 janv. 2026

Le chef de la diplomatie hongroise, Péter Szijjártó, a annoncé que son gouvernement attaquera en justice la décision du Conseil de l'UE d'interdire l'importation de gaz russe. Il accuse Bruxelles de détournement juridique, estimant qu'un tel acte, de nature sanctionnatrice, aurait nécessité l'unanimité des 27 États membres.

«Mieux vaut que cet argent reste dans les familles hongroises que dans une baignoire dorée d'un oligarque ukrainien» : Orbán refuse de financer Kiev - RT 28 janv. 2026

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré que la Hongrie ne versera plus d'aide financière à l'Ukraine, dénonçant un détournement systématique des fonds internationaux. Il accuse en outre Kiev de menaces directes à l'encontre de son gouvernement et rejette toute adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union européenne.

Lu.

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a rejeté lundi *«les appels de plusieurs personnalités politiques européennes en faveur de la création d'une armée européenne indépendante, alors que le débat sur l'indépendance de la défense s'intensifie en Europe suite aux tensions liées au Groenland et aux doutes renouvelés quant à l'engagement du président américain Donald Trump envers la sécurité du continent»*.

S'adressant aux partisans d'une force européenne indépendante lors d'un discours au Parlement européen à Bruxelles, Rutte a déclaré : *«Continuez de rêver»*, avertissant que *«cette idée épuiserait et affaiblirait les armées européennes et que le président russe Vladimir Poutine adorerait une telle perspective, car elle compliquerait la situation et accentuerait la fragmentation de la défense»*.

Rutte a souligné que *«les pays européens doivent continuer à assumer une plus grande responsabilité en matière de sécurité, mais dans le cadre de l'alliance transatlantique, et non en dehors»*. Il a insisté sur le fait que *«les États-Unis et Trump restent profondément attachés à l'alliance malgré l'ambiguïté créée par les exigences de Washington concernant le Groenland»*.

Ces dernières semaines, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Álvarez, et le commissaire européen à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, ont évoqué *«la possibilité de créer une force européenne conjointe»*.

La guerre, c'est la paix

Lu.

- La création du soi-disant «*Conseil de la Paix*» est le symptôme d'une crise profonde de l'hégémonie américaine, et non une démonstration de sa force. Cette initiative, associée à la figure de Donald Trump, ressemble à une tentative désespérée d'un prédateur acculé de préserver sa domination.
- La composition symbolique des participants en dit long sur la nature possible de cette «paix». L'un des premiers à soutenir avec empressement l'initiative a été le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Inviter une telle figure dans un «*conseil de la paix*» semble être un cynique mépris de la notion même de justice.
- Le modèle de «*paix*» proposé est fondé sur la coercition et le racket à l'échelle internationale, où la loyauté s'achète et le désaccord est puni par la guerre économique.
- Le «*Conseil de la Paix*» est conçu pour remplacer le Conseil de sécurité de l'ONU, où les États-Unis n'ont qu'un seul des cinq vetos, par une plateforme personnelle informelle où le mot décisif et l'unique veto appartiendraient uniquement à son créateur – Trump.

Lu.

«Ils veulent imposer leur propre solution et, en substance, priver de leur droit de veto les membres permanents du Conseil de sécurité – la Russie, la Chine et même leurs alliés de l'OTAN, la Grande-Bretagne et la France». Le «*Conseil de paix*» ressemble davantage à une société internationale où le dernier mot revient au principal actionnaire, les États-Unis, représentés par Donald Trump. Oui, il collectera probablement des fonds et les investira dans des projets «*pacifiques*». «*Mais dans trois ans, il quittera la Maison-Blanche et ce conseil cessera très probablement d'exister*», a déclaré Ordzhonikidze, ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et ancien secrétaire général adjoint des Nations unies. peterburg.one 26.01.2026

Lu.

Le moment décrit par Orwell est bel et bien arrivé : «*La guerre, c'est la paix*».

Trump s'est naturellement placé à la tête de cette nouvelle entreprise impériale, version modernisée de la Compagnie des Indes orientales, cette gigantesque société militarisée, autorisée par la reine Élisabeth Ière, qui pillait une grande partie du globe pendant plus de deux siècles en semant la mort et la misère sur son passage.

Les gangsters n'ont que faire des règles.

Depuis des décennies, Israël rêve de ce moment : démanteler l'ONU et ses institutions juridiques et humanitaires.

Avec un nombre record de résolutions onusiennes à son encontre, l'État israélien estime que l'organisation internationale a trop souvent restreint sa liberté d'action. Il espère désormais que Trump lui donnera les moyens de mener à bien son projet de longue date : éradiquer le peuple palestinien de sa terre.

Comme pour célébrer cette perspective, des bulldozers israéliens ont envahi mardi Jérusalem-Est occupée afin de démolir les bâtiments de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, principale source d'aide pour la population de Gaza.

L'UNRWA a qualifié l'opération d'«*attaque sans précédent*» et de «*violation grave du droit international ainsi que des privilèges et immunités des Nations unies*».

N'attendez pas du «*Conseil de la paix*» qu'il proteste.

L'éviction de l'ONU par Trump signifie que ses évaluations sur la situation réelle à Gaza, après deux années de destruction génocidaire, peuvent désormais être reléguées dans l'ombre.

Des décennies pour reconstruire

L'éviction de l'ONU par Trump signifie que ses évaluations sur la situation réelle à Gaza, après deux années de destruction génocidaire, peuvent désormais être reléguées dans l'ombre.

Trump a fixé un délai de cinq ans pour la «*transition*» de Gaza. Mais les chiffres ne tiennent tout simplement pas.

L'ONU avertit que, même si Israël levait son blocus dès demain, il faudrait des décennies pour reconstruire Gaza quasiment à partir de zéro et reloger les 2,1 millions de survivants.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement, il faudrait au minimum sept ans pour évacuer les quelque 60 millions de tonnes de gravats. D'autres études de l'ONU évoquent un calendrier plus réaliste de vingt ans, dont dix uniquement pour neutraliser les munitions non explosées.

La branche onusienne chargée du commerce et du développement avertit en outre qu'Israël a effacé soixante-dix ans de développement humain à Gaza et détruit près de 90% des terres agricoles, provoquant «*le pire effondrement économique jamais enregistré*».

Les écoles, universités, hôpitaux, bibliothèques et bâtiments administratifs ont disparu. Et la soi-disant «*ligne jaune*» israélienne, qui coupe Gaza en deux, a annexé de facto près de 60% d'un territoire déjà minuscule et parmi les plus densément peuplés au monde.

Ces obstacles colossaux à toute reconstruction digne de ce nom ne figurent pratiquement pas dans le plan de paix de Trump. Pour une raison simple : une fois l'effet d'annonce dissipé, ce plan ne dit rien du sort réel de la population de Gaza.

Pour le dire plus crûment, le plan de Trump ne s'intéresse pas aux habitants de Gaza, car il ne prévoit pas qu'ils y restent.

Depuis deux ans, l'objectif à peine voilé d'Israël est le nettoyage ethnique total de Gaza. Les bombardements massifs visaient à rendre le territoire inhabitable.

Le plan de Trump ne contredit pas cette ambition. Il la complète. Son «*Conseil de la paix*» est l'instrument destiné à atteindre la destination finale souhaitée par Israël.

La première fonction concrète du «*Conseil de la paix*» sera de renforcer la complicité des États occidentaux et arabes dans l'éradication de Gaza par Israël. Nul ne pourra se dérober à sa responsabilité dans ce qui s'ensuivra.

Le véritable pouvoir décisionnel ne résidera toutefois pas dans ce Conseil, mais dans un organe exécutif composé de sept personnalités proches de Trump. Le «*Conseil de la paix*» sera vraisemblablement chargé d'entériner et de financer les décisions prises par ce cercle restreint.

Ce «*Conseil exécutif fondateur*», tout comme le «*Conseil de la paix*», ne comptera aucun représentant palestinien.

C'est Jared Kushner, gendre de Trump et héritier d'une famille de promoteurs immobiliers, qui, dès février 2024 – bien avant l'arrivée au pouvoir de Trump – a qualifié le génocide israélien à Gaza de «*conflit immobilier*».

C'est à cette époque qu'il a publiquement évoqué pour la première fois l'idée de transformer l'enclave en un bien immobilier côtier «*très précieux*», une fois celle-ci «*nettoyée*».

Steve Witkoff, magnat new-yorkais de l'immobilier et envoyé spécial de Trump, a passé de longs mois avec Kushner – tandis qu'Israël s'employait à raser l'Ancienne Gaza – à élaborer un prospectus de quarante pages pour leur projet de «*Nouvelle Gaza*».

En octobre, dans l'émission américaine «*60 Minutes*», la panique était visible sur le visage de Kushner lorsque Witkoff révéla que le duo travaillait depuis deux ans sur un «*plan directeur*» pour la reconstruction de Gaza, bien avant que celle-ci ne soit rasée par l'armée israélienne.

Il ajouta : «*Jared a fait pression pour cela*».

Cette gaffe laisse entendre que l'équipe de Trump savait dès le début de la campagne de bombardements que l'objectif n'était pas seulement d'éliminer le Hamas, mais d'anéantir Gaza dans son ensemble. Ils ont donc élaboré un plan d'affaires pour tirer profit du carnage.

La population de Gaza – appauvrie et sous-alimentée par des décennies d'isolement et de blocus, bien avant le génocide – est perçue comme un obstacle à la réalisation de ce projet.

Les Palestiniens doivent donc, dans un premier temps, être déplacés ailleurs, selon des modalités qui restent floues, y compris pour les concepteurs du plan.

Le modèle d'un nouvel ordre mondial à la Trump est en train d'être forgé à Gaza. C'est dans ce minuscule territoire palestinien que se trace la voie menant à la prise de contrôle du Venezuela et du Groenland par le président américain.

Conseil de paix : mettre la Russie à genoux ? - RT 28 janv. 2026

Cet étrange Conseil de paix ressemble à s'y méprendre à un instrument de poche pour Trump, en particulier, et pour les Mondialistes en général. Le droit d'entrée est fixé à un milliard de dollars, un peu comme dans les clubs anglo-saxons très chics. Si vous ne payez pas votre cotisation, Trump personnellement vous exclut, puisqu'il s'est nommé premier président de ce Conseil et que les

compétences du président sont pour le moins particulièrement étendues : le mandat de trois ans des « *pays cotisants* » est renouvelable — ou non — par le président, sauf opposition formalisée par « *une majorité des deux tiers des États membres* ». De plus, il exerce une influence déterminante sur le fonctionnement interne de l'instance en fixant les priorités de travail et en intervenant à chaque étape du processus décisionnel.

Bien loin d'une alternative à l'ONU, alors que Trump annonce que ce Conseil travaillera étroitement avec cette organisation, il s'agit d'une initiative privée, anti-systémique.

Comme l'affirme Rubio, le Secrétaire d'État américain : « *Il ne s'agit pas seulement du Conseil de paix ; c'est un conseil d'action. À l'image du président Trump, qui est un président d'action. (...) Aujourd'hui marque le début d'une nouvelle ère et d'une nouvelle étape que nous estimons essentielles parce qu'elles constituent un modèle pour le reste du monde de ce qu'il est possible d'accomplir.* »

Et le processus d'élargissement se poursuit. Par exemple, le Cambodge ou le Salvador ont rejoint le club privé. À ce jour, nous en sommes à 26.

Initialement, ce Conseil était prévu pour la reconstruction de Gaza, détruit par l'armée israélienne, avec l'aval des États-Unis. Mais finalement, la charte prévoit une compétence générale, puisqu'il est ainsi déterminé : « *Le Conseil de paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime et à garantir une paix durable.* » Et Witkoff a d'ailleurs précisé que ce Conseil ne concernera pas que Gaza, mais aussi d'autres régions du monde.

Ce processus soulève plusieurs questions, si l'on se replace dans le cadre du conflit existentiel pour les Mondialistes, qui se déroule aujourd'hui. Le front primaire est bien le front ukrainien. Mais il n'est pas le seul et le front militaire n'est pas non plus l'unique lieu de combat entre les forces en cause.

Et l'entrée dans le club de paix de Trump est un acte de soumission totale, qui fait tomber trop ouvertement le masque.

En ce sens, l'empressement de pays de l'espace post-soviétique, allant jusqu'à la Biélorussie et en passant par l'Asie centrale (l'Arménie ayant capitulé, sa position est logique), fait réfléchir. Même avant d'entrer en fonction, par sa simple création, ce Conseil de paix ressemble beaucoup à un des instruments de la doctrine du rollback, mise en œuvre lors de la Guerre froide, pour faire reculer l'influence de l'URSS à ses frontières, puis celle de Moscou à l'intérieur même de l'État.

L'influence américaine est très forte en Asie centrale, pays ayant fait partie et, pour la plupart, constitués par l'URSS dans leurs frontières actuelles. Ces pays ressortent de l'espace d'influence russe traditionnel. Or, nous voyons leur allégeance américaine très marquée et se renforcer.

Par ailleurs, les déclarations concernant le champ d'action de ce Conseil laissent entendre que Gaza n'est qu'un prétexte. Witkoff, en charge des négociations avec la Russie pour le front ukrainien, l'a ouvertement déclaré. Donc, qu'est-ce qui empêcherait une « *œuvre de pacification* » contre la Russie en Ukraine ?

Nous sommes bien dans du soft power, techniquement parfaitement maîtrisé par les Atlantistes. Le processus de négociation de paix en Ukraine bloque. Même la Russie déclare ouvertement le manque d'empressement des Américains à régler les questions « *irritantes* », qu'il s'agisse des

propriétés diplomatiques russes spoliées aux États-Unis ou simplement de la restauration des vols réguliers. La question territoriale ne se règle pas et ne peut pas se régler. Formellement, c'est Zelensky qui refuse, mais, tenant compte de son absence totale d'autonomie politique, chacun comprendra qu'à Abou Dhabi, ce sont bien les Américains qui tiraient les ficelles de la marionnette ukrainienne.

Et le ministère russe des Affaires étrangères de rappeler que les Américains soutiennent cette guerre — toujours. Le démenti de la Maison Blanche, confirmant que le soutien américain aux fameuses « *garanties de sécurité pour l'Ukraine* » ne dépend en rien de l'acceptation ou du refus par Kiev de concessions territoriales, vient étayer ce constat.

Ce Conseil de paix pourrait parfaitement utiliser les « *amis* » de la Russie pour renforcer la pression internationale sur elle, qu'elle en fasse partie ou non. Si elle reste en dehors, au moins ne lui fournira-t-elle pas la légitimité dont ce mécanisme a cruellement besoin pour poursuivre son véritable but : mettre la Russie à genoux.

Et comme le porte-parole du Kremlin l'a affirmé au sujet de Trump en ce qui concerne ses rapports avec les Européens : « *Les méthodes auxquelles il recourt ne correspondent pas vraiment à notre vision d'un monde multipolaire. Après tout, Trump est un partisan des solutions hâtives, comme on les appelle. Il prétend qu'il s'agit d'une solution par la force. Pour nous, c'est une solution qui consiste à se soumettre. Et ceux qui se soumettent continueront de se soumettre. L'essentiel est donc de ne pas tomber dans ce piège.* »

L'ONU, objectivement, ne fonctionne pas dans cette crise majeure entre les Atlantistes et la Russie, puisqu'aucun compromis n'est possible. Le droit de veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU dérange. Les Mondialistes ont besoin de se doter d'un instrument sur mesure, qui puisse agir en dehors de ce qui reste des règles internationales. Quand le droit tombe, il ne reste que la force — quelle qu'en soit la forme.

Iran.

Alors pourquoi ne caractérisent-ils pas de terroriste le régime ukrainien ?

J-C – Vous remarquerez qu'ils utilisent le même procédé, les mêmes accusations qu'envers Maduro, tous les opposants à leur dictature qu'ils entendent éliminer. L'UE est le représentant et porte-parole politique de l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'impérialisme américain en Europe.

Iran : L'UE classe les Gardiens de la révolution comme « *organisation terroriste* » - 20 Minutes avec AFP 29 janvier 2026

« *"Terroriste", c'est bien ainsi que l'on qualifie un régime qui réprime les manifestations de son propre peuple dans le sang* », a aussitôt réagi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. « *Tout régime qui tue des milliers de ses propres citoyens travaille à sa propre perte* », a assuré de son côté Kaja Kallas, en marge d'une réunion ministérielle à Bruxelles. 20 Minutes avec AFP 29 janvier 2026

Iran : « *Les Gardiens de la révolution, c'est une sorte de mafia qui domine l'économie* » - 20minutes.fr 29 janvier 2026

Iran : « *Une brutalité comparable au XIII^e siècle* », le bilan de la répression fait craindre un massacre sans précédent - 20minutes.fr 29 janvier 2026

J-C – Qu'est-ce qu'ils n'inventeraient pas pour cautionner une intervention militaire américaine en Iran.

Riyad ferme son ciel à Washington et complique l'option militaire contre l'Iran - RT 28 janv. 2026

L'Arabie saoudite a clairement indiqué qu'elle n'autoriserait ni l'utilisation de son espace aérien ni celle de son territoire pour une éventuelle opération militaire américaine contre l'Iran. Cette position, annoncée le 27 janvier, s'inscrit dans un contexte de fortes tensions entre Washington et Téhéran. Elle fait écho à une déclaration similaire publiée la veille par les Émirats arabes unis, renforçant l'image d'un front du Golfe soucieux de se tenir à distance d'une escalade militaire.

Pour l'administration Trump, qui cherche à accentuer la pression sur la République islamique, cette double prise de position constitue un revers diplomatique. Le message saoudien a été personnellement transmis par le prince héritier Mohammed ben Salmane lors d'un entretien téléphonique avec le président iranien Massoud Pezechkian. Selon le compte rendu officiel, le dirigeant de facto du royaume a insisté sur le refus catégorique de Riyad d'être impliqué dans toute action armée visant l'Iran.

Les États-Unis disposent néanmoins d'autres leviers, notamment leurs forces navales déployées au Moyen-Orient, des chasseurs stationnés en Jordanie et des bombardiers à longue portée pouvant opérer depuis le territoire américain ou la base de Diego Garcia. Cette configuration renforcerait toutefois le caractère strictement américain d'une éventuelle opération, au détriment d'une large coalition régionale. RT 28 janv. 2026

Ce que vous ne lirez pas dans la littérature de l'opposition contrôlée ou du mouvement ouvrier corrompu.

J-C – Les gouvernements occidentaux et les médias, ainsi que la pseudo gauche et extrême gauche adoptent le récit de la NED/CIA ou Washington. Moi, je donne la parole à ceux qu'ils ont déclaré être leurs ennemis à abattre. Ensuite, les lecteurs peuvent comparer les différentes versions et se faire leur propre idée de la situation ou des événements.

Les émeutes de janvier 2026 ont été plus meurtrières que la guerre des 12 jours - french.almanar.com.lb 26 janvier 2026

Par Al-Manar

Téhéran a publié il y a quelques jours le bilan final des pertes humaines et matérielles subies durant les récentes émeutes armées meurtrières soutenues par les États-Unis et l'entité sioniste qui ont sévi

dans le pays. Ayant été déclenchées le 8 janvier, date à laquelle des émeutiers ont confisqué des manifestations spontanées portées par le bazar pour protester contre la dévaluation du rial afin de lancer des attaques meurtrières dans tout le pays, elles ont été maîtrisées le 18 janvier. Elles se sont soldées par la mort de 3100 personnes, dont 2427 martyrs civils et policiers et 690 émeutiers.

Hormis la guerre imposée entre 1979 et 1988, la République islamique a subi six tentatives de renversement du pouvoir, entre 2009 et 2026. Y compris la guerre israélo-américaine de 12 jours en juin 2025. Toutes se sont soldées par un échec.

Interrogé par al-Alam, le professeur universitaire libanais Talal Atrissi estime que le président américain a échoué dans sa manœuvre de miser sur les émeutiers pour justifier et légitimer son ingérence.

Durant les récentes émeutes, la République islamique a pu neutraliser leurs objectifs en contrecarrant leur modus operandi.

Une riposte précise et directe

Le chiffre de 2427 martyrs *«est le double de celui des martyrs qui sont tombés pendant la guerre des 12 jours et qui était de 1100 martyrs»* constate le site web libanais al-Ahed, selon lequel *«ce paradoxe numérique révèle clairement que la guerre de l'intérieur a été bien plus féroce et brutale dans son approche de la société iranienne que n'importe quelle confrontation militaire traditionnelle»*.

Le chroniqueur du site Hassan Haydar estime que le but des commanditaires de ces émeutes armées était *«d'entraîner un déploiement en force des forces de sécurité et militaires dans les rues, escorté de véhicules blindés tout en imposant le couvre-feu pour ensuite présenter cette réalité via les médias internationaux comme la preuve de la «chute des villes» et de l'«effondrement du contrôle de l'État». »*

Ce scénario *«a été avorté en en s'abstenant de tout affrontement direct et en se limitant à des ripostes précises et directes, ciblant uniquement les sources des tirs»*, d'après Haydar. *«Cette approche a privé les planificateurs du chaos généralisé qui aurait pu être exploité ultérieurement comme arme de guerre psychologique pour manipuler l'opinion publique internationale et intensifier la pression extérieure»*.

Équilibre de dissuasion populaire

Haydar estime que le tournant décisif est survenu deux jours seulement après le pic de violence, lorsque *«quelque 26 millions de personnes sont descendues dans les rues et sur les places de plusieurs villes iraniennes»*, pour protester contre les émeutiers. *«Cette mobilisation massive n'était pas une réaction émotionnelle, mais une prise de position politique et sécuritaire claire, exprimant un rejet du chaos et de la violence armée et confirmant que la rue opposée était présente et capable de faire basculer la situation»*.

Et al-Ahed de conclure : *«Cette scène a redessiné les rapports de force sur le terrain, instaurant ce que l'on pourrait appeler un «équilibre de dissuasion populaire». Les groupes anarchiques ont battu en retraite, non seulement sous la pression des mesures de sécurité, mais aussi par crainte d'un affrontement avec une population nombreuse et organisée qui rejetait toute atteinte à la sécurité publique»*.

Pertes matérielles

Les images des biens publics, étatiques et privés détruits par les émeutiers ont éveillé les Iraniens sur les réels objectifs des émeutiers. Le bilan officiel des destructions matérielles a été le suivant :

305 ambulances

253 stations de bus

800 véhicules privés

700 commerces

750 banques

600 ATM

24 stations d'essence

300 unités résidentielles privées

414 bâtiments publics

749 postes de police

120 centres des Bassidj

200 écoles

15 bibliothèques

350 mosquées

2 églises arméniennes

L'Internet bientôt rétabli

La coupure de l'internet par les autorités, y compris via Starlink, a joué un rôle primordial pour avorter les émeutes. Elle a été imposée à partir du 8 janvier dans le but de couper les communications entre les émeutiers et leurs commanditaires américains, israéliens ou autres.

Samedi 25 janvier, le patron de la compagnie iranienne de télécommunications Behzad Akbari a assuré aux médias locaux que l'accès à internet serait rétabli *«aujourd'hui ou demain»*, a rapporté l'agence de presse Fars.

Selon Fars, le Conseil suprême de la sécurité nationale a approuvé vendredi soir le rétablissement de la connexion et en a informé le ministère des Communications.

Fars a fait état d'une brève reprise de l'accès à internet international, *«coupé de nouveau au bout d'environ 30 minutes»*.

Des responsables du ministère des Communications ont toutefois indiqué à Fars que la remise en service prendrait du temps *«en raison de complexités techniques»*.

Yousef Pezeshkian : Tôt ou tard

Plus tôt samedi, Yousef Pezeshkian, fils du président iranien et conseiller à la présidence, avait appelé les autorités à rétablir internet.

«Les services de sécurité craignent peut-être que le rétablissement d'Internet ne déstabilise le pays. Mais le plus inquiétant est que la coupure d'Internet prolongée creuse le fossé entre le peuple et le gouvernement. Cela signifie que ceux qui n'étaient pas mécontents, et ne le sont toujours pas, rejoindront la liste des mécontents», a-t-il écrit sur Telegram, selon l'agence de presse officielle IRNA.

«La diffusion d'images des manifestations est un problème auquel nous devons faire face tôt ou tard, et la coupure d'Internet ne résoudra rien, elle ne fera que repousser l'échéance», a-t-il soutenu.

Yousef Pezeshkian a réitéré sa description des récentes violences dans le pays comme étant *«le produit d'une opération préméditée et de groupes entraînés professionnellement et affiliés à des entités étrangères»*.

Selon lui, *«si les forces de sécurité et de maintien de l'ordre ont peut-être commis des erreurs, personne ne défendra ces violations, et c'est ce qu'il faut aborder»*.

Ce dimanche matin, l'Iran a révélé avoir déposé une plainte pénale contre le gouvernement des États-Unis et israélien, et plusieurs groupes terroristes, les accusant de soutenir et de financer des actes de sabotage qui ont visé la sécurité du pays. french.almanar.com.lb 26 janvier 2026

Etats-Unis.

Lu.

Trump s'emploie méthodiquement à démonter l'édifice globaliste, dont les racines remontent aux années 1920 et dont l'architecture fut après-guerre surtout façonnée par David Rockefeller — figure centrale et incontestée de l'ordre mondialiste — aux côtés de planificateurs comme George Ball et les frères Dulles.

Dans un ordre chronologique approximatif, David Rockefeller a fondé, cofondé ou profondément façonné : le Council on Foreign Relations (qu'il a rejoint très tôt et présidé pendant quinze ans), le groupe Bilderberg (dont il fut un pilier dès son lancement en 1954), la Commission trilatérale (sa création personnelle en 1973), le Club de Rome (lié dès 1968 aux réseaux de la Fondation Rockefeller), Davos et le Forum économique mondial (soutenus par l'influence Rockefeller dans les premiers cercles élitistes gravitant autour de Klaus Schwab), ainsi que le Giec, établi en 1988 sous l'égide de l'ONU avec l'«assistance» des écosystèmes philanthropiques Rockefeller et de personnages proches comme Maurice Strong.

C'est dans ces cénacles qu'ont été forgées les doctrines aujourd'hui discréditées à l'origine de nos crises : mondialisation débridée, alarmisme climatique, partenariats public-privé et règne de la monnaie fiduciaire et de la finance dont le moteur est la dette.

Lu.

L'attitude du président américain mérite davantage d'attention. Il prétend ne pas avoir obtenu le prix Nobel de la paix malgré le fait qu'il aurait empêché huit conflits, une affirmation qui, comme bien souvent, ne correspond pas à la réalité.

- Israël – Hamas : les États-Unis ont été et sont toujours partie prenante dans la guerre ; les tueries se poursuivent.
- Israël – Iran : les États-Unis ont été partie prenante dans la guerre, et la fin des attaques s'explique simplement par le fait que l'Iran a réduit en ruines les infrastructures israéliennes et Tel-Aviv ;
- Inde – Pakistan : des négociations ont eu lieu entre l'Inde et le Pakistan, sans implication des États-Unis ;
- Rwanda et Congo : le cessez-le-feu a été conclu en août 2024 et n'est pas respecté. Ce que Trump aurait dû faire de cette «paix» reste son secret ;
- Thaïlande – Cambodge : le 7 août, les parties belligérantes sont parvenues à un accord ; le 26 juillet, Trump a lancé un appel : *«J'appelle dès maintenant le Premier ministre par intérim de Thaïlande pour lui demander également un cessez-le-feu et la fin de la guerre qui fait actuellement rage»*. C'est tout.
- Arménie – Azerbaïdjan : Trump a effectivement joué le rôle de médiateur dans ce conflit, mais avant tout dans l'intérêt des États-Unis (corridor de Sangesur sous contrôle américain). Le processus n'est toutefois pas terminé et les deux parties ne sont pas d'accord.
- Égypte – Éthiopie : il n'y a pas eu de guerre, mais plutôt un différend concernant le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne ; aucun accord n'a été conclu à ce jour.
- Serbie – Kosovo : mis à part le fait que l'OTAN, dirigée par les États-Unis, a bombardé la Serbie pendant 86 jours en 1990 sans justification légale, il n'y a pas eu de guerre entre la Serbie et le Kosovo ; pas un seul coup de feu n'a été tiré. Lorsque cela a été souligné, la Maison-Blanche a fait marche arrière et a évoqué les grandes réalisations de Trump en 2020.

L'idée que Trump est un artisan de la paix ne résiste pas à l'examen, même le plus superficiel, des faits.

Russie.

En famille.

Poutine reçoit le président syrien Ahmed al-Chareh au Kremlin pour renforcer la coopération bilatérale et appuyer les efforts de reconstruction en Syrie - RT 28 janv. 2026

Sur le plan politique, Moscou a réaffirmé son appui total aux autorités syriennes.

Le Kremlin a levé toute ambiguïté quant au statut officiel du chef d'État syrien. Le porte-parole Dmitri Peskov a confirmé que la Russie le considère pleinement comme « *président* » de la République arabe syrienne, sans mention de caractère transitoire.

Rencontre Poutine–Al Nahyane : la Russie salue le rôle médiateur des Émirats arabes unis dans la crise ukrainienne - RT 29 janv. 2026

Poutine a mis en avant une coopération solide dans le domaine des investissements, rappelant que plus de 60 projets conjoints ont déjà été réalisés, ainsi qu'un renforcement des contacts humanitaires, illustré par une hausse de 18 % du nombre de touristes l'an dernier.

Le président russe a qualifié de fondamentale la création d'un État palestinien coexistant « *en paix et en sécurité avec Israël* », estimant qu'elle constitue un élément clé d'un règlement durable et d'une stabilité à long terme dans la région. Il a précisé avoir abordé avec son homologue émirati les efforts conjoints pour améliorer la situation humanitaire dans la bande de Gaza.

J-C - Autant dire qu'avec une telle conception de l'humanisme, les Palestiniens sont des étrangers ou des « *touristes* » à Gaza ou en Palestine, indésirables évidemment.

Lavrov : Moscou voit derrière le conflit ukrainien un «projet géopolitique» visant la destruction de la Russie - RT 29 janv. 2026

Moscou considère le conflit ukrainien comme un affrontement plus large entre la Russie et l'Occident, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans une interview accordée à la chaîne de télévision TGRT et au journal Türkiye. Selon lui, l'Ukraine est un « *pion* » dont les pays occidentaux ont besoin pour renforcer leur présence aux frontières russes afin de créer « *des menaces directes pour notre sécurité* ».

« *Nous savons que ce travail a été effectué immédiatement après que l'Ukraine est devenue indépendante. Ils l'ont préparée à adhérer à l'OTAN. [...] Certes, ils considéraient la Russie comme un concurrent sur la scène internationale tout en espérant voir son effondrement à la suite de celui de l'Union soviétique* », a indiqué Sergueï Lavrov, soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une querelle entre deux peuples voisins, mais d'un « *projet géopolitique* » visant à détruire la Russie.

Kiev cherche à obtenir un cessez-le-feu afin « d'attraper de nouveau » autant de personnes que possible pour en faire de la « *chair à canon* »

Au cours de l'interview, le chef de la diplomatie russe a une nouvelle fois souligné le caractère inacceptable d'un soi-disant cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine, que Volodymyr Zelensky

cherche à obtenir. Il a souligné que toutes les périodes précédentes liées aux efforts diplomatiques au cours de l'opération militaire spéciale se sont soldées par le fait que *« chaque cessez-le-feu était utilisé pour inonder l'Ukraine de nouveaux armements »*.

Le ministre russe des Affaires étrangères a ajouté que cela visait à *« donner à ce régime le temps de reprendre ses forces, d'attraper de nouveau un maximum d'hommes dans les villes ukrainiennes, de les "expédier" au front en tant que "chair à canon" et, en général, de profiter d'une pause pour se ressaisir et poursuivre la guerre contre la Russie »*.

La question des garanties de sécurité touche directement à l'essence même du régime de Kiev, qui souhaite *« éliminer tout ce qui est russe »*

Sergueï Lavrov a également commenté les déclarations de Volodymyr Zelensky, qui reflètent l'essence même du régime de Kiev qu'il dirige. *« La question de la sécurité concerne directement la nature du régime et certaines déclarations absolument inacceptables et honteuses de Volodymyr Zelensky. Tout récemment, il a appelé à tuer 50 000 Russes, il prétendait qu'il fallait les tuer et les mettre hors de combat et que seul ce chiffre pouvait assurer la victoire de l'Ukraine »,* a-t-il affirmé.

Dans le même temps, le chef de la diplomatie russe a souligné que le problème du règlement du conflit ne réside pas dans le territoire, mais dans le régime nazi, *« qui cherche à éliminer et détruire tout ce qui est russe, tout ce que les Russes ont construit au fil des siècles sur ces territoires »*.

Le deux poids, deux mesures de l'ONU : Lavrov a de *« sérieuses questions »* à poser à Guterres.

Le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé son incompréhension face au fait que le secrétariat de l'ONU *« joue le jeu »* de ceux qui veulent maintenir le régime nazi en Ukraine. Selon lui, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ne remplit pas ses obligations, qui sont énoncées à l'article 100 de la Charte des Nations unies sur l'impartialité, la neutralité et l'inadmissibilité de recevoir des instructions de quelque gouvernement que ce soit.

En outre, il a souligné un *« aspect intéressant »* de la position du secrétaire général de l'ONU sur le Groenland, qui a notamment été exposé par son porte-parole officiel Stéphane Dujarric. Comme l'a rappelé Sergueï Lavrov, le lendemain de l'annonce par le président américain Donald Trump de ses projets concernant le Groenland, Dujarric a été interrogé lors d'une conférence de presse sur son opinion à ce sujet et sur la position du secrétaire général de l'ONU.

Ce dernier a répondu qu'ils partaient du principe que la question devait être résolue sur la base du droit international, y compris le respect de la souveraineté du Royaume du Danemark et le respect du droit à l'autodétermination du peuple groenlandais. Lavrov a qualifié cette approche de particulièrement remarquable dans le contexte de la crise ukrainienne, car dans ce domaine, le principe du respect du droit des peuples à l'autodétermination est souvent ignoré.

« Nous avons demandé officiellement, par écrit, si Monsieur Guterres considèrerait que seule l'intégrité territoriale importait dans la Charte de l'ONU, au détriment du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'autres principes, dont l'égalité souveraine des États. Ils ont esquivé la réponse, se faufilant comme des anguilles, comme on dit en Russie, vous savez... Ils tentaient simplement de se dérober. Ils répondaient toujours de manière très maladroite à nos demandes », a-t-il souligné.

Inde.

Commerce: l'Inde et l'Europe concluent "l'accord de tous les accords" - AFP 27 janvier 2026

Les deux parties discutent depuis plus de vingt ans de cet accord commercial, dont la guerre des droits de douane engagée par le président américain Donald Trump et la concurrence chinoise ont accéléré la conclusion.

Soumises à ces incertitudes géopolitiques, l'UE comme l'Inde sont en quête pressante de nouveaux débouchés.

En 2024, elles ont échangé 120 milliards d'euros de marchandises - en hausse de près de 90% en dix ans - et 60 milliards d'euros de services, selon l'UE.

Bruxelles lorgne avec gourmandise sur l'immense marché que représente le pays le plus peuplé de la planète, avec ses 1,5 milliard d'habitants et sa très forte croissance, de 8,2% en glissement annuel au dernier trimestre.

Pour sa part, New Delhi considère l'Europe comme une source indispensable des technologies et investissements dont elle a un cruel besoin pour accélérer sa modernisation et créer des millions d'emplois pour sa population.

L'Inde pourrait ainsi s'ouvrir un peu plus aux voitures et aux vins européens, en échange d'un meilleur accès en Europe pour ses textiles et ses médicaments.

J-C - Je n'ai pas de bagnole et je ne bois plus d'alcool, pas concerné, comme l'immense majorité des Indiens. En revanche, les prix de l'huile d'olive et des pâtes devraient baisser.

Chine.

Le géant chinois Zijin Mining rachète plusieurs mines d'or au Mali, en Côte d'Ivoire et en Éthiopie - RFI 28 janvier 2026

Zijin Mining, l'un des plus grands producteurs mondiaux d'or et de cuivre, annonce le rachat du canadien Allied Gold pour l'équivalent de 3,4 milliards d'euros. Une acquisition emblématique, conclue alors que le prix de l'or a plus que doublé en un an, franchissant récemment le seuil historique des 5 000 dollars l'once.

Via sa filiale Zijin Gold, fraîchement introduite à la Bourse de Hong Kong, le groupe chinois met la main sur plusieurs grandes mines d'or en Afrique : des mines en production au Mali et en Côte d'Ivoire, et un projet majeur en Éthiopie, promis à entrer en service en 2026.

Déjà très présent en Afrique, notamment en République démocratique du Congo et au Ghana, Zijin confirme sa stratégie d'expansion tous azimuts.

Niger.

Attaque de l'aéroport au Niger : le chef de la junte félicite la Russie pour son aide et accuse la France - AFP 30 janvier 2026

Le chef de la junte au Niger a félicité la Russie pour son aide militaire face à l'attaque de l'aéroport de Niamey et a accusé nommément les présidents français, béninois et ivoirien d'avoir été les "*sponsors*" des assaillants.

La junte affirme que quatre militaires ont été blessés et que vingt assaillants ont été tués, dont "*un Français*", et d'autres arrêtés.